

<https://divergences.be/spip.php?article2692>



Brahim Senouci

"Mémoire collective, mémoires antagoniques"

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2012 - N° 29. Janvier 2012 - Français - RÉSISTANCES...RÉFLEXIONS... -

Date de mise en ligne : jeudi 19 janvier 2012

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

« Les autorités françaises souhaitent répondre à un impératif silencieux, celui d'écrire une Histoire qui serve la cause de l'unité nationale. Pour ce faire, les épisodes, esclavage ou colonisation sont au mieux passés sous silence, au pire, dans le cas de la colonisation, valorisés et inscrits dans une sorte de geste nationale dont le caractère auguste s'accommoderait des petits manquements à la morale. Le récit national ne s'encombre pas de pages sombres. Il doit contribuer à la gloire de la France. »

« Le rapport [Kaspi] se présente comme une contribution à la refondation d'une identité nationale unitaire, à l'adresse en particulier des « jeunes Français issus de l'immigration ». À l'évidence porteurs d'une mémoire inquiétante, antagonique d'une mémoire nationale faite de hauts faits d'armes et de « missions civilisatrices », ils sont sommés de s'en défaire pour adopter le récit national « unitaire ». Ils ne rentreraient de plain-pied dans la société française qu'en taisant les souffrances de leurs aïeux ou, pire encore, en acceptant la sublimation des horreurs de la colonisation. »

« La société française ne se protégera pas de la fragmentation en imposant un récit unique qui occulterait les épisodes « gênants » de l'Histoire à l'ensemble de ses membres, mais en faisant droit à l'inscription des mémoires meurtries dans l'imaginaire national. »

Section de Toulon de la LDH



Lundi 5 décembre 2011, la police allemande procède à des perquisitions chez six citoyens. Il s'agit d'une enquête sur l'extrême droite qui vient de se distinguer en commettant des crimes ouvertement racistes, pensez-vous. Pas du tout. Il s'agit d'un crime commis le... 10 juin 1944, en terre française, à une époque où la France était soumise à l'Occupation allemande. Les six hommes, âgés de 85 à 86 ans, sont soupçonnés d'avoir pris une part active dans le massacre d'Oradour-Sur-Glane, qui s'est soldé par la mort d'au moins 642 villageois dont 247 enfants. Les policiers appartiennent à l'Office Fédéral chargé de l'élucidation des crimes nazis. Un des deux survivants du carnage, Robert Hébréas, 86 ans, s'est félicité de cette opération de police et espère un jugement pour crimes de guerre.

"Mémoire collective, mémoires antagoniques"

Deux choses sont à retenir de cette information. La première est que le crime de guerre est réellement imprescriptible puisque près de 7 décennies ne l'ont pas éteint. La seconde, c'est l'existence d'un office fédéral en Allemagne dont le rôle est de traquer les nazis jusqu'à leur dernier souffle.

Ces deux choses ne peuvent que faire l'objet de louanges. Le devoir de mémoire commande en effet qu'aucun des épisodes tragiques de l'Histoire ne soit passé sous silence, qu'aucun criminel de guerre ne puisse espérer l'extinction de son crime.

Le massacre d'Oradour-Sur-Glane a marqué les mémoires, au point qu'il est devenu une référence, une sorte de mètre-étalon. Les très nombreuses tueries qui lui ont succédé à travers le monde ont été souvent mesurées à son aune.

Transposons...

En France, il existe un office chargé de l'élucidation des crimes colonialistes. Vu la quantité énorme de crimes commis sous cet intitulé, cet office rassemble plusieurs milliers d'enquêteurs. Il est le seul à n'avoir pas été touché par la vague de coupes extrêmement sévères subies par les offices publics du fait de la crise. Le Président a affirmé que cette mission sacrée ne devait pas être tributaire des aléas de l'économie mondiale.

Petit aperçu rapide (liste non exhaustive) :

Enfumades du Dahra (18 juin 1845) : 1,5 Oradour

Emmurades des Sbéhas (8 août 1845) : 1 Oradour

Massacres de Sétif (8 mai 1945) : 90 Oradour

« Pacification » de Madagascar (1947-1948) : 130 Oradour

Ratonnades de Paris (17 octobre 1961) : 0,5 Oradour

Guerre d'indépendance Algérienne (1954-1962) : 2.000 Oradour

Etc...

<https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L344xH199/securedownload-11-282d9.jpg>

Stade de Philippeville après le 20 août 1955

C'est dire si la tâche est immense

Hormis la litanie des massacres décrite ci-dessus, ce qui précède est une fiction, bien sûr. Personne n'enquête sur les crimes de la colonisation ; mieux encore, on lui trouve bien des vertus de ce côté-ci de la Méditerranée. Une tentative d'officialisation d'inscription de ces vertus dans la loi a échoué en 2005 mais le débat qu'elle a occasionné montre bien qu'elle aurait reflété de manière fidèle l'opinion de la majorité de la société française, opinion façonnée il est vrai par des décennies de propagande. Les cendres de Bigeard, acteur de la Bataille d'Alger et de son cortège

d'assassinats et de tortures, vont être transférées aux Invalides. Bigeard, tortionnaire et assassin d'Algériens, est un héros en France...

https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L276xH400/17_octobre_2011_5171_2-ccc32.jpg

Les usages diplomatiques interdisent au Président de la République Française de donner un avis trop bruyant sur la colonisation. Ainsi,

quand il est interrogé sur ce sujet par les journaux *El Khabar* et *El Watan* à l'occasion de sa visite en Algérie, il répond que « les jeunes générations sont tournées vers l'avenir plutôt que vers le passé. »

Et d'ajouter : « Elles n'attendent pas de leurs dirigeants qu'ils se mortifient en battant leur coulepe pour les erreurs, et les fautes passées. »

La chute est superbe : « À ce compte, il y aurait beaucoup à faire, de part et d'autre. »

De part et d'autre, voici le sésame qui coupe court aux discussions, croit-il. La violence de l'oppression exercée par une nation surpuissante, surarmée, est mise sur un pied d'égalité avec celle exercée par une population misérable, soumise au joug d'une puissance coloniale qui lui a confisqué

sa terre, sa culture, son âme. Des deux côtés, vous dit-on ! La pétoire

aussi coupable que l'avion de chasse, la bombe artisanale que le missile délivré par l'avion, le supplicé que le bourreau...

Regarder vers l'avenir, encore une de ces formules qu'on appelle aujourd'hui « éléments de langage ». A priori, voilà une phrase qui révèle les bonnes intentions de son auteur. Peut-être nous exhorte-t-il en effet à faire table rase d'une mémoire trop lourde et à écrire ensemble l'avenir ?

https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L267xH400/17_octobre_2011_4996_2-79dff.jpg

Il se trouve que ce même président est celui qui a proposé, le 13 février 2008 lors du dîner annuel organisé par le Conseil Représentatif des Institutions Juives de France (CRIF), que, « chaque année, à partir de la rentrée 2008, tous les enfants de CM2 se voient confier la mémoire d'un des 11.000 enfants français victimes de la Shoah ». Cette proposition s'est certes perdue dans les sables de la politique mais le fait que le Président l'ait présentée en dit long sur sa vision duale du monde, entre victimes dignes de commémoration et celles vouées à un heureux oubli...

https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH400/713487631_small-dc362.jpg

Il s'agit d'une tendance lourde dans la société française. Certains intellectuels, comme Pierre Nora ou Régis Debray, se sont élevés contre la proposition présidentielle au motif qu'elle risquait d'allumer une guerre des mémoires. En fait, les autorités françaises souhaitent répondre à un impératif silencieux, celui d'écrire une Histoire qui serve la cause de l'unité nationale. Pour ce faire, les épisodes, esclavage ou colonisation sont au mieux passés sous silence, au pire, dans le cas de la colonisation, valorisés et inscrits dans une sorte de geste nationale dont la caractère auguste s'accommoderait des petits manquements à la morale. Le récit national ne s'encombre pas de pages sombres. Il doit contribuer à la gloire de la France.

En 2008, la commission Kaspi a proposé de réduire le nombre de commémorations nationales à trois : 11 novembre, 8 mai, 14 juillet. Les autres commémorations (esclavage...) seraient « dénationalisées ». Elle met en garde contre le danger « d'affaiblir la conscience nationale » si « l'on multiplie les journées de repentance ». Le rapport de la commission propose d'« inventer de nouvelles formes de commémoration », évoquant en particulier... le slam !

Il n'y a pas de hasard dans la tonalité du rapport Kaspi. S'il prend position en faveur des groupes dont les revendications mémorielles épousent la cause de l'« unité nationale », c'est parce que l'écrasante majorité des

associations consultées par la commission sont des associations d'anciens combattants, porteurs d'une mémoire pro-coloniale. Les associations militant pour la remise au jour d'une mémoire anticoloniale ont été marginalisées. Le rapport préconise une journée unique, journée fourre-tout, durant laquelle on célébrerait les mémoires de l'esclavage, de la colonisation, la déportation...

Étrangement, le rapport se présente comme une contribution à la refondation d'une identité nationale unitaire, à l'adresse en particulier des « jeunes Français issus de l'immigration ». À l'évidence porteurs d'une mémoire inquiétante, antagonique d'une mémoire nationale faite de hauts faits d'armes et de « missions civilisatrices », ils sont sommés de s'en défaire pour adopter le récit national « unitaire ». Ils ne rentreraient de plain-pied dans la société française qu'en taisant les souffrances de leurs aïeux ou, pire encore, en acceptant la sublimation des horreurs de la colonisation.

https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH232/17_octobre_1961_5173-671cc.jpg

Des étapes ont été franchies en France, dans le sens d'une aggravation de cette injonction. Le discours raciste se banalise. Des « intellectuels » assimilent à un crime le fait de s'appeler Mohamed pour un jeune Français après trois générations. La situation sociale des banlieues se détériore bien plus vite que dans le reste du pays. La stigmatisation du voile permet des déchaînements de haine, ... voilés derrière une revendication de libération des femmes. N'oublions pas le « coming out » raciste (même s'il a été suivi d'un coming in qui a permis un trop rapide retour en grâce !) de M. Finkelkraut sur l'équipe de France de football, tellement noire qu'elle faisait de la France la risée du monde. Il y a eu les Auvergnats de Brice Hortefeux, le mouton dans la baignoire, les délires de Mme Carrère d'Encausse, secrétaire perpétuelle de l'Académie française, l'apostrophe agressive sur un marché d'un jeune Noir par une Nadine Morano frisant l'apoplexie en lui enjoignant de « rentrer chez lui ».

https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH290/17_octobre_2011_5182-846f3.jpg

Le racisme renseigne souvent plus sur celui qui le pratique que sur celui qui en est l'objet. Il révèle en lui une faille, une instabilité. La société française est malade. La faute à la crise ? Pas seulement. L'illusion de grandeur a persisté en France jusqu'à l'ère Chirac. Elle a pris une certaine consistance quand Chirac a eu la force de résister aux oukases israéliens et à l'expédition Bushienne en Irak. Elle a été entretenue par l'environnement ; il n'est pas rare de nos jours (de moins en moins, il est vrai) que la France soit désignée dans la presse allemande comme « la Grande Nation ». Cette illusion s'est fracassée durant les années Sarkozy, marquées par le fatras des apparences et une pratique politique sans vision autre que celle de durer, sans ligne autre que celle des humeurs du patron. Les dégâts causés par le « Casse-toi, Pov con » ou « Descends si t'es un homme » ont été minimisés, à tort. Ces deux apostrophes sont des archétypes de ce qu'est devenue la société française, désormais mise à nu.

À titre anecdotique, le nombre de demandes d'inscription dans les universités françaises est en baisse constante. Certains s'en félicitent. Ils devraient s'en inquiéter et interroger la pratique des leaders politiques dans un pays qui a inventé le Ministère de l'Identité Nationale et qui se rencogne dans un coin d'ombre où il finira par devenir invisible.

Le fait que ce pays traite si mal ses citoyens étrangers et d'origine étrangère est un autre signe de régression. De plus en plus, des jeunes « issus de l'immigration » se tournent vers le large ou ambitionnent de le faire. Ils en ont sans doute assez d'être discriminés de manière de plus en plus oblique, torve, mesquine, assez de devoir rendre des comptes face aux injonctions de politiciens qui les somment de cracher sur les souffrances de leurs aïeux au nom d'une identité nationale dans laquelle ils tiendraient le rôle de comparses...

Contrairement à ce que prétendait la commission Kaspi en 2008, la société française ne se protégera pas de la fragmentation en imposant un récit unique qui occulterait les épisodes « gênants » de l'Histoire à l'ensemble de ses membres, mais en faisant droit à l'inscription des mémoires meurtries dans l'imaginaire national.

"Mémoire collective, mémoires antagoniques"

https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH266/17_octobre_2011_5122-36c49.jpg

Post-scriptum :

[blog de Brahim Senouci](#)

Brahim Senouci est enseignant universitaire et l'auteur de *Algérie, une mémoire à vif* (l'Harmattan).

Source TERRA : <http://www.ldh-toulon.net/spip.php?article4765>

Outre les photos d'archives, photos de la manifestation du 17 octobre 2011,
©Passevant